

FRACHON, DESCAMPS, ET BIENTÔT... BERGERON?...

Les actions revendicatives lancées par les syndicats vers la fin février se sont poursuivies en avril, sous diverses formes telles que grèves, pétitions et manifestations. De nouveaux débrayages ont eu lieu notamment dans la métallurgie, le bâtiment, les industries chimiques, chez les électriciens et les cheminots tandis que des secteurs jusqu'alors calmes, principalement dans les services publics, entraient en action à leur tour. Chaque jour ou presque des grèves ont touché différentes entreprises, un trust, une ou plusieurs industries dans une région ou dans le pays tout entier, avec pour points culminants les actions chez les métallurgistes le 6 avril dans les chemins de fer les 21 et 22 avril et les électriciens le 20 avril.

Si ce doit être la grève générale...

Ces arrêts de travail ne semblent pas jusqu'à aujourd'hui avoir influencé en aucune manière les patrons et l'État. Les avantages retirés sont infimes et n'ont été obtenus qu'au niveau de quelques usines et plus rarement d'un trust, mais jamais ils n'ont débouché sur une satisfaction générale à l'échelle d'une industrie et encore moins, bien sûr, du pays. Conscientes de cette situation, la C.G.T. et la C.F.D.T. décidaient le 15 avril de préparer une action de tous les travailleurs du secteur privé en vue de faire fléchir le patronat. Un tract rédigé le 13 avril par la Fédération cégétiste de la métallurgie précisait: *«Si ce doit être la grève générale de tous les travailleurs jusqu'à la victoire, eh bien, il faudra utiliser ce moyen!»*.

Cette attitude des deux principales confédérations vers une radicalisation des grèves semble être dictée par la volonté de la base à se battre, déterminée par la politique antisociale et contente de soi des larbins des monopoles industriels. L'intransigeance de l'État en matière de questions ouvrières est due à la nécessité du renforcement des trusts en vue des inévitables concurrences européennes et mondiales, l'expansion industrielle qui semble se manifester n'a pas pour pendant, comme le claironne de Gaulle, la prospérité des français, mais plutôt le resserrement des budgets ouvriers. Les concentrations spectaculaires de ces derniers temps marquent l'armement accru des puissances industrielles mais se traduisent pour le travailleur par les licenciements, du chômage ou un reclassement désavantageux et par des pertes sensibles de salaires, situation inhérente à un gouvernement promoteur d'une politique malthusienne. La prospérité des gros éclate sur le cul de Mme Pompidou qui se pare - aux frais de qui d'ailleurs, pauvre électeur? - des robes d'un soir égales au salaire annuel d'un smigard, tandis que son bon gros Georges laisse entendre à la T.V. que les revendications des ouvriers sont excessives.

Ce que doit être la grève générale illimitée

L'injustice sociale force les travailleurs à la bataille, cette volonté n'est pas nette mais elle est réelle. Toutefois, si aujourd'hui celui-ci se bat pour rien (ou presque), cette disponibilité ne pourra durer et s'accroître que si, rapidement, les syndicats envisagent des méthodes de lutte plus appropriées à la situation. Face à une concentration du pouvoir une guerre d'escarmouches ne peut rien donner, au contraire, cette guérilla contribuera à décourager les travailleurs. A cette concentration des décisions économiques, SEULE une généralisation des efforts des salariés, par des grèves dures, peut permettre d'infléchir la politique réactionnaire du pouvoir gaulliste. Seules les grèves illimitées et à tous les échelons (usines-régions ou industries-nation) peuvent renforcer le potentiel de lutte de la classe ouvrière et lui permettre d'obtenir des satisfactions substantielles.

L'énoncé de ces conditions montre assez pour les militants anarchistes opérant dans les centrales politicardes, que celles-ci sont incapables de suivre ces lignes et ne le désirent d'ailleurs aucunement. Et si elles proclament l'éventualité d'une grève générale (voir le tract cité plus haut paru dans la Métallurgie), ce

n'est que pure démagogie, des troubles à caractère légèrement révolutionnaires ne pouvant avoir que des implications désastreuses pour le front commun de la gauche petite bourgeoise, en faisant partir tous les secteurs de cette soi-disant gauche qui flirtent avec la droite.

Cette situation doit aussi faire prendre conscience aux libertaires de la lutte tenace à entreprendre et des mots d'ordre concrets à énoncer contre tout ce qui dirige le mouvement ouvrier vers des voies de garage et contre tout ce qui contribue à l'intégrer davantage à ses exploiters. Il est nécessaire pour nous que nous nous trouvions toujours au premier plan de cette lutte, non en agitant des conceptions fumeuses mais les mots d'ordre concrets définis en mars 1966 par la *Commission syndicale de la F.A.* et par l'*Union des anarcho-syndicalistes*. De notre action présente dépend l'adhésion future des masses trompées par les syndicats existants.

Éric KOSCAS,
(*Jeunes révolutionnaires anarchistes*).

FRACHON, DESCAMPS, et bientôt... BERGERON ?

SYNDICALISME

Après le Congrès de Force Ouvrière...

FAISONS LE POINT...

par Maurice JOYEUX

Pour ces derniers ans, les 1 500 militants munis dans la grande salle de la Mutualité ont traité la politique économique et sociale de leur organisation. Ainsi que je l'ai écrit récemment dans un article de notre journal, le rideau tombé il va falloir rendre nos comptes avec lucidité.

Une constatation tout d'abord s'impose, ce Congrès fut un acte gratuit, un Congrès pour rien. en ce sens que la majorité comme la minorité se sont contentées de confirmer leur position traditionnelle et que le rapport des forces entre les deux tendances demeure inchangé. Seule innovation, un troisième courant, d'ailleurs sous-adjacent depuis longtemps s'est dégagé. Ce groupe composé par la Fédération des Produits Chimiques et de plusieurs syndicats de fonctionnaires ou d'électriciens qui avaient à leur programme l'unité d'action au sommet avec les autres centrales syndicales et éventuellement l'unité du mouvement ouvrier ? a divisé la minorité traditionnelle et l'a empêchée de réunir les trois mille mandats qu'elle avait groupés > il y a un peu plus de quatre ans. Mais si on additionne les voix de ces deux oppositions, d'ailleurs tout différentes, le compte y est. Et il semble que le mouvement au sein de la Confédération soit fixé pour longtemps et que seul un déplacement dans le sens de la politisation, en renforçant le courant Labi pourrait dégeler (organisation et permettre un bond en avant de la minorité traditionnelle dirigée par Hébert, Pullordet et Lambert.

CLIMATS !

Lorsqu'on examine le déroulement de ce Congrès, une remarque s'impose. Mal gré le climat démocratique qu'il règle les contacts entre les militants de la Confédération. malgré apparente liberté de parole de chacun, le jeu est faussé. Le Congrès, en principe est un congrès de syndicats. C'est l'occasion pour les syndicats de donner leur avis sur les organismes dirigeants dont le rôle est de fournir un rapport de leur activité et d'écouter l'opinion des syndicats sur leurs activités. L'h bien, il faut le dire nette-

ment, les syndicats n'ont pas le temps de s'exprimer. Cela tient, d'une part, au nombre d'orateurs inscrits et auxquels on ne peut accorder qu'un temps de parole de sept minutes qui se traduisent parfois en dix minutes, mais cela tient surtout à la place exorbitante que s'octroient les secrétaires de fédérations, les secrétaires d'unions départementales, les divers rapporteurs.

Sous prétexte d'informations, de mise au point, de protestations, et cela sous l'œil bienveillant du président, les cadres de l'appareil passent des heures à la tribune.

Si un esprit malin voulait lire les comptes du temps accordé à ces dirigeants qui, après tout, ont le C.C.N., la commission exécutive, les congrès fédéraux et départementaux pour s'exprimer, plus toute la presse confédérale et fédérale, on serait estomaqué de ce manque d'humilité. Certes, ces militants peuvent, comme tout le monde, être chargés, par un syndicat de défendre une position. mais, même à cette occasion, il semble bien que la règle générale, par une espèce de complicité tacite ne leur soit pas appliquée. Il est vrai que le président est toujours un « sénateur » membre du C.C.N. comme il se doit. Si on doute de ce que j'avance, qu'on additionne donc le temps de parole réservé dans ce Congrès aux secrétaires d'une Fédération ou d'une U.I. et qu'on le compare aux interventions de la « Base » et on rigolera un bon coup.

D'ailleurs, dans le temps imparti, il est impossible de répondre sur tous les points à un rapport confédéral qui dure deux heures et qui commente un document de quatre cents pages. Et les représentants de l'opposition peuvent bien se relayer toutes les dix minutes, il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que dans ces conditions-là il est impossible de cerner tous les problèmes posés. Ces orateurs se contentent donc de rabâcher le même thème supposé le plus important de tous ceux proposés par le secrétaire confédéral à la discussion.

Enfin une troisième remarque : ce

temps de parole pour un minoritaire se trouve automatiquement réduit par les mouvements passionnés de la salle. Deux camarades appartenant à des tendances différentes, Lubin et Labi. qui en firent l'expérience, ne me démentiront pas. Je crois que le bureau confédéral et sa commission exécutive devraient penser sérieusement à l'organisation de leur prochain Congrès. De toute manière, ces quelques réflexions doivent être lues par eux comme une contribution à ces réflexions.

L'ELECTION DES ORGANISMES DIRIGEANTS

Uri moi, encore sur l'organisation de la Confédération avant d'en arriver sur le fond. Les élections aux organismes directeurs échappent entièrement aux secrétaires de syndicats. Nommée par le C.C.N. composée des secrétaires de fédérations et d'Unions départementales, la Commission exécutive est constituée dans sa grande majorité par des éléments pris dans leur sein. Mieux, lorsqu'un secrétaire de fédération disparaît il est automatiquement remplacé à la C.E. par son successeur à cette même fédération et on voit apparaître des sièges inamovibles, ce qui justifie parfaitement le titre de « sénateur » dont mon ami Roger La-peyre les a décorés. Pourtant, le bon sens voudrait que cette commission exécutive soit choisie parmi des militants susceptibles de corriger les appréciations d'un C.C.N. composé exclusivement de permanents appointés.

De toutes façons, la minorité est exclue automatiquement de la Commission exécutive. Et une minorité qui représenterait, par exemple, 40 % des mandats de l'organisation, mais qui n'aurait pas pu conquérir une fédération ou une U.I. n'aurait jamais ni un candidat ni un élu à cette Commission exécutive. C'est pourquoi, premier scandale ! On peut avoir sur Hébert de la Loire-Atlantique l'opinion « lue l'on veut. Mais on vient de l'exclure de la C.E. et avec lui c'est le courant minoritaire qui va se trouver dans l'impossibilité de s'exprimer dans l'instance suprême de la Confédération. Et je pose le problème au Bureau confédéral : L'insouhaitable qu'une fraction importante de l'organisation. représentant 3 000 mandats, soit exclue de toutes discussions au sommet »

LA MINORITE

Enfin venons-en au fond. Existe-t-il une minorité ? Cette minorité est-elle une minorité révolutionnaire ? Si on se réfère aux chiffres, on peut répondre oui à la première question. Si on analyse le contenu des textes, la réponse à la seconde question est plus problématique. Disons, pour être plus près de la vérité, que, si elle existe à F.O. des syndicalistes révolutionnaires isolés qui s'éparpillent un peu partout il n'existe pas de minorité syndicaliste révolutionnaire. Le temps semble délimitivement passé où l'on s'en réclamait et j'ai trouvé en réalité bien étonnant le moment où le rapporteur de la minorité a cru devoir protester contre ceux qui assimilaient certains signataires du texte à des révolutionnaires. Ici je lui en donne volontiers acte, car ce texte, si on en excepte sa déclaration sur la lutte des classes et son refus de l'intégration, pourrait être voté

(1) «Loisirs Utiles», 1964, «Vers la jeunesse demain».

par le Congrès à l'ina-nirrité. C'est, compte tenu du contexte où elle devait s'inscrire, une lionne résolution qui ne pose pas le problème des structures de l'organisation ni celui de la technocratie, des hiérarchies de salaire, de la gestion ouvrière.

Tout semble avoir été sacrifié dans cette motion à un élément mobilisateur : l'intégration. Il s'agit là d'un problème important, c'est certain, et moi-même, à la Commission exécutive de l'U.D. de la Seine, j'ai constamment attiré l'attention de l'assemblée sur les dangers qu'elle représentait, mais enfin l'arbre aussi touffu soit-il ne doit pas nous masquer la forêt, et si

brusquement la Confédération se retirait des organismes du Plan serait-elle moins réformiste pour cela ? Ne resterions-nous pas intégrés à la société par la différenciation des salaires que personne ne met en cause du moins publiquement dans la minorité. Et pourtant l'Etat est le gérant de la société capitaliste. Cette société vit sur la différenciation économique, ce qui produit les classes et au sein des classes des clans. Ce qui caractérise l'aliénation de l'homme, c'est donc la différenciation économique que sanctionnent toutes les hiérarchies qu'elles soient alimentées par le profit pour les détenteurs du capital ou par le sursalaire pour ceux qui n'en possèdent que l'usufruit

Je crois d'ailleurs que pour ces raisons cette réserve du texte de la minorité sont les mêmes que celles qui allègent la résolution de la majorité ! Disons plutôt de la même veine. Il s'agit de rassurer ! Rassurer qui ? Pour la majorité il faut assurer le syndicalisme et l'on gomme dans la charte d'Amiens tout ce qui peut l'effrayer. D'ailleurs personne ne parle plus de cela et je crois en quatre jours avoir été le seul à agiter cet épouvantail. Pour la minorité, il s'agit de rassurer le petit cadre d'entreprise et de syndicat et l'on gomme le mot révolution, oh le remplace par le mot intégration. On se sert d'un mot d'une façon ou d'une autre, il ne parle pas, tout au moins pas encore à l'imagination de façon bien précise, de façon émotionnelle ; il est rassurant pour le syndicat et par conséquent il permet aux petits cadres de rejoindre la minorité sans se heurter aux salariés qui vont encore à la messe, qui respectent leur chef de service et qui ne veulent pas d'emmerde-ment avec leur femme.

C'est une tactique, nous dit-on — bien sûr ! — mais elle ne peut construire rien de solide car elle ne modifie pas le comportement des hommes, elle ne leur fait pas prendre conscience de leur exploitation. En tout cas, le refus de l'intégration ne peut être un mot d'ordre mobilisateur car c'est simple refus qui laisse les choses en état. Il ne porte en lui aucun de ces espoirs qui rendent les tâches quotidiennes moins rebutantes.

(Oui, bien sûr, il faut refuser de laisser le syndicat s'intégrer à l'Etat — mais pourquoi ? Pour obtenir 5 % d'augmentation par an, 6 %, si une grève a bien réussi. Pour pouvoir discuter si le refus de l'intégration n'est pas assorti de l'unité de lutte dans les industries, du resserrement de la hiérarchie des salaires, si à côté ne se tiennent pas en permanence d'autres revendications de structures de nature à modifier le mode de répartition des revenus, alors le refus de l'intégration deviendra une façon de parler sans plus. Disons-le brutalement. Pour les salariés ennemis de l'aventure, l'augmentation des salaires dit quelque chose ; pour les salariés exaltés, la transformation sociale dit quelque chose, mais, pour l'un comme pour l'autre, le refus de l'intégration ne signifie absolument rien sans un contexte précis.

Le rapporteur de la résolution de la minorité nous a dit qu'il n'était pas partisan du tout ou rien. Celui de la majorité non plus. La seule différence est l'endroit où ils situent l'un et l'autre le tout ou le rien. Mais de toute manière, le mécanisme à penser est le même — les hommes ne sont pas en état de faire la révolution, ne leur parlons donc pas de révolution pour ne pas les effrayer, si fiable ! mais si nous ne leur parlons pas de la finalité révolutionnaire du syndicalisme comment la connaîtront-ils ? (Qui donc le leur apprendra ? Par quel miracle seront-ils informés ?) Elle est la question à laquelle la minorité devra répondre clairement si elle veut débou-cher sur le réel.

Nous reviendrons sur tous ces problèmes. Nous avons deux ans pour y réfléchir et pour faire en sorte qu'au prochain Congrès le syndicalisme révolutionnaire soit présenté au choix des délégués en toute clarté.

7

DEMAIN

L'AMÉRIQUE LATINE

2 LA RÉVOLUTION . EN MARCHÉ

Le mois dernier, nous avons montré que, la voie réformiste étant sans issue, les conditions écono-mi-co-politiques faisaient de la révolution une nécessité. Mais cette révolution, quel terrain va-t-elle trouver pour naître et se développer, et quelles voies devra-t-elle emprunter ? L'extrême diversité des vingt pays qui composent l'A.L. empêche toute systématisation : pour ne prendre qu'un exemple, comment la guerre de guérilla, si efficace au Pérou, pourrait-elle se développer dans un pays comme l'Uruguay, en l'absence de tout relief montagneux ? Aussi chaque peuple devra-t-il adapter ses luttes à une réalité originale, en dehors de tout schéma préfabriqué.

procure une main-d'œuvre à bon marché. Et s'il est vrai que le pillage légal (en Colombie, même le gouvernement ignore quelle quantité de platine est exportée annuellement par les Américains) ou illégal (la récente découverte d'un gigantesque trafic d'uranium au Brésil en fait foi) exaspère parfois certains éléments de la classe dirigeante, ce serait folie d'imaginer que leurs intérêts puissent être liés à ceux du peuple, eux dont la seule ambition est de perpétuer l'exploitation à leur propre compte.

L'Europe est loin, et la trahison par les pays dits « soviétiques » de l'idéal communiste n'y est pas ressentie avec autant de force qu'ici. Mais, pour être différemment motivée, l'opposition des éléments les plus conscients aux bureaucrates des P.C. n'en est pas moins profonde et sincère.

UNE OPTION FONDAMENTALE

Un grand débat tactique, plus qu'idéologique, explique le discrédit total qui est le lot des communistes dans tout le continent : le clivage entre les forces révolutionnaires et les P.C. réformistes s'est fait très tôt sur le problème de l'acceptation ou du refus de la lutte armée. La politique d'aménagement à l'intérieur de la légalité bourgeoise, des partis liés à la bureaucratie russe devait fatalement les conduire à s'opposer aux guérillas populaires : la coexistence pacifique entre blocs entraîne nécessairement la collaboration de classe à l'intérieur d'un même pays. A ces motivations peu glorieuses, il faut ajouter l'application systématique des schémas marxistes (rôle dirigeant de la classe ouvrière) rendus caduques, comme l'a bien montré Frantz Fanon, par l'apparition des masses paysannes sur la scène révolutionnaire. Les P.C. tentent de justifier leur apathie en répandant une thèse selon laquelle les contradictions entre la bourgeoisie nationale et le capitalisme international devraient favoriser une union avec les éléments libéraux de la bourgeoisie. En réalité, ces contradictions ne sont qu'apparentes : l'oligarchie est surtout terrienne et n'est donc pas concurrencée par les compagnies étrangères ; de toute manière les industriels profitent directement du sous-développement du pays, qui 'eut

LES HERITIERS DE TU PAC AMARU

D'ores et déjà la lutte armée est déclenchée dans quatre pays : Venezuela. Colombie, Guatemala. Pérou : quatre expériences différentes qui toutes se heurtent aux manœuvres communistes.

E11 1962. la guérilla naissait au Venezuela, pays clé de l'A.L. puisqu'à lui seul il ' reçoit 60 r,i des investissements engagés par les U.R.A. sur le

LA COMMUNE DE PARIS ET LA NOTION DE L'ÉTAT

Je suis un partisan de la Commune de Paris qui, pour avoir été massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale, n'en est devenue que plus vivace, plus puissante dans l'imagination et dans le cœur du prolétariat de l'Europe ; j'en suis le partisan surtout parce qu'elle a été une négation audacieuse, bien prononcée de l'Etat.

C'est un fait historique immense que cette négation de l'Etat se soit manifestée précisément en France, qui a été jusqu'ici par excellence le pays de la centralisation politique, et que ce soit précisément Paris, la tête et le créateur historique de cette grande civilisation française, qui en ait pris l'initiative. Paris se decoaronnant et proclamant avec enthousiasme sa propre déchéance pour donner la liberté et 1er vie à la France, à l'Europe, au monde entier ; Paris affirmant de nouveau sa puissance historique d'initiative en montrant à tous les peuples esclaves (et quelles sont les masses populaires qui ne soient point esclaves ?) l'unique voie d'émancipation et de salut ; Paris portant un coup mortel aux traditions politiques du radicalisme bourgeois et donnant une base réelle au socialisme révolutionnaire de toute la gent réactionnaire de la France et de l'Europe ! Paris s'ensevelissant dans ses ruines pour donner un solennel démenti à la réaction triomphante ; sauvant par son désastre l'honneur et l'avenir de la France, et prouvant à l'humanité consolée que si la vie, l'intelligence, la puissance morale se sont retirées des classes supérieures, elles, se sont conservées énergiques et pleines d'avenir dans le prolétariat ! Paris inaugurant l'ère nouvelle, celle de l'émancipation définitive et complète des masses populaires et de leur solidarité désormais toute réelle, à travers et malgré les frontières des Etats ; Paris tuant le patriotisme et fondant sur ses ruines la religion de l'humanité ; Paris se proclamant humanitaire et athée, et remplaçant les fictions divines par les grandes réalités de la vie sociale et la loi dans la science,

I V

10

continent : s'il est un pays que les Américains ne peuvent pas se permettre de perdre, c'est bien celui-là. Cette situation place ainsi la guérilla vénézuélienne à l'avant-garde du front anti-impérialiste. Le F.L.N. (Front de Libération Nationale) regroupe le M.I.R. (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), les F.A.L.N. (Forces Armées de Libération Nationale) gauchisantes, et le P.C. qui n'a cessé de réclamer un retour à la légalité... c'est-à-dire la mort de la guérilla ! Parallèlement à l'action entreprise dans les campagnes, des commandos exécutent à Caracas même, des actions de représailles contre la police : attentats préparés avec soin, très efficaces, et n'ayant rien de commun avec le terrorisme parfois aveugle du F.I.N. algérien

La Colombie est le théâtre de la plus ancienne guérilla du continent., puisqu'elle date de l'indépendance de la guerre civile entre libéraux et conservateurs (1948-1953). La mainmise du P.C. sur les organisations paysannes a abouti à cette aberration que l'on a appelée les « zones d'autodéfense paysanne » : la politique

du P.C. est de * tenir » éternellement, quelques zones inexpugnables : Marquetalia, El Pato, Guayabero. Rio-Chiquito, Sumapaz. Il est manifeste que les communistes ne veulent à aucun prix l'extension de la guérilla, ce qui s'explique aisément lorsqu'on sait qu'ils conservent — au prix de quels marchandages ! — son existence légale ne reculant même pas devant la participation aux dernières élections • il espère bien pouvoir troquer un jour ou l'autre la liquidation des républiques indépendantes contre son entrée dans un gouvernement libéral. Que la guérilla se développe et échappe à son contrôle, voilà tous ses beaux rêves partis en fumée ! Il est à ce propos extrêmement intéressant de noter qu'un nouveau front vient d'être créé dans le Sautander par de jeunes éléments non communistes ralliés autour du M.O.P.E.C. (Mouvement Ouvrier. Paysan et Etudiant de Colombie), dont les objectifs sont analogues à ceux du M.I.R.

Au Guatemala, après l'échec d'une première tentative deux ans plus tôt, la guérilla prenait un départ sérieux en 1964 mais l'influence sur les Indiens mayas reste encore très faible. Quelques coups de main audacieux ont été réussis l'an dernier à Lima: en décembre, un magistrat chargé d'enquêter sur les mouvements révolutionnaires était abattu d'une rafale de

mitrailleuse ; à la même époque trois hommes déguisés en curés s'emparaient de la radio gouvernementale et parvenaient à lancer sur les ondes des appels à la lutte armée. Certaines influences (présence de nombreux réfugiés espagnols, souvenir de la révolte agraire de Zapata) contribuent à faire du Guatemala un terrain propice aux controverses idéologiques : signalons l'existence de maquis trotskystes autonomes créés par le Mouvement du 13 novembre de Yon Sosa, sur lequel le P.C. déverse des torrents d'injures.

Le cas du Pérou pour être plus récent n'en est pas moins intéressant : les trois loyers d'insurrection créés simultanément par le M.I.R. (1) en juin 1965 trouvent un terrain particulièrement favorable : des quatre pays combattants », c'est le seul où les paysans se sentent vraiment solidaires des guérilleros : en 1964, les Indiens manifestaient déjà par milliers, et il fallut les consignes de non-violence lancées par le leader réformiste Hugo Blanco pour désamorcer un mouvement authentiquement révolutionnaire. Cette erreur semble avoir porté ses fruits, et actuellement les maquis se multiplient, portant tous des noms indiens : Fachacutec, Pu-macahua. Tupac Amaru (le Sparta-cus indien héros légendaire d'une révolte contre les Espagnols). L'assise populaire de ces mouvements (« Le Monde » parle de spontanéité des masses) rend très difficiles les habituelles manœuvres du P.C. : aussi envisage-t-il très sérieusement de créer ses propres maquis.

Pas un seul pays d'A.L. n'échappe à la vague révolutionnaire, quelle que soit la forme sous laquelle elle se manifeste : grandes grèves en Bolivie (2), au Chili, et en Uruguay ; manifestations d'étudiants en Argentine, en Equateur et à Panama ; ligues paysannes qui s'emparent des terres dans le sud de Costa Rica ; quelques maquis existeraient en outre au Mexique et en Equateur. La conscience révolutionnaire se développe chaque jour davantage chez les exploités : même si elle n'est pas encore exprimée, la colère du peuple peut éclater à n'importe quel moment. Les événements de l'an dernier à Saint-Domingue sont à cet égard très significatifs : l'absence de P.C. et de guérillas n'a pas empêché, un soir de colère les masses populaires de tenter de prendre entre leurs mains leur propre destinée. C'est du Brésil qu'il faut maintenant attendre que parte

le prochain soulèvement : le grand silence qui règne depuis le coup d'Etat militaire de 1964. et qui n'est pas sans rappeler la « Paix Espagnole », ne doit pas nous faire oublier les ligues paysannes de Francisco Juliao et cette affirmation de J. de Castro : le nord-est du Brésil est la zone la plus explosive du monde, mais il lui manque un détonateur ».

STALINE PAS MORT

Lors de la conférence qui s'est tenue à La Havane au début de cette année, on a assisté à un ralliement spectaculaire de tous les P.C. à la guérilla. Ainsi le P.C. chilien qui était parmi les plus électoralistes du continent n'a pas craint de parler de « l'éventualité de la lutte insurrectionnelle au Chili ». Il faudrait être bien naïf pour croire que les communistes aient entamé là un virage idéologique ; en réalité quelque peu affolés par leur baisse de popularité ils ont voulu tenter de redorer un peu leur blason : la peur d'être débordés par l'ampleur des guérillas, la pression des jeunes, qui devant leur immobilisme, ont tendance à rejoindre d'autres mouvements, ainsi qu'un désir de noyautage, sont à l'origine de ce changement opportuniste. En même temps, et contradictoirement affirmeront les imbéciles, Castro se ralliait aux thèses russes sur la coexistence pacifique, se brouillait avec Pékin, et faisait de fracassantes déclarations contre les trotskystes. Qui ne voit que ces deux tendances, loin d'être antinomiques, se rejoignent et se complètent ? Castro, en renforçant son influence à l'intérieur des guérillas, compte empêcher leur extension incontrôlée, de façon à en faire un élément de marchandage avec les Etats-Unis. Une fois de plus, le sort de plusieurs peuples est subordonné aux intérêts supérieurs d'un pays « socialiste » : le nouveau Staline des Caraïbes, après avoir enterré la révolution à Cuba, apparaît maintenant comme le fossoyeur de la révolution dans toute l'A.L.

QUELLE RÉVOLUTION !

Il n'est pas possible aux anarchistes de rester indifférents devant cet éveil d'un continent : il nous faut comprendre que, face à la misère et à la surexploitation Cuba peut apparaître comme le seul pays latino-américain à se dresser contre l'impérialisme

des U.S.A. ; ce qui explique que des militants révolutionnaires sincères se laissent duper par le mirage

cubain et ne puissent analyser correctement la situation à Cuba (bureaucratie, totalitarisme, culte de la personnalité, puritanisme envahissant,...). Que dans ces conditions les P.C. n'aient que peu d'audience prouve que cet attrait reste relatif, et "idéologie assez floue. La situation actuelle ira d'ailleurs en se clarifiant : la contusion entretenue par l'intelligentsia marxiste apparaîtra de plus en plus clairement, à la lumière des récentes prises de position de Castro. 11 est ainsi facile de prévoir, parallèlement à la généralisation de toutes les formes de lutte, une désaffection de plus en plus marquée à l'égard du fidélisme ; la poussée révolutionnaire des masses paysannes, suivant l'exemple des Indiens des hautes terres andines, ne pourra qu'engager plus avant la lutte dans une voie originale, en dehors de la tutelle marxiste. Dans ces conditions, les anarchistes ont le devoir de participer au combat populaire, et cela à deux niveaux, celui de l'exemple que nous pouvons apporter par notre détermination et celui de la critique active de toutes les manœuvres bu-

reaucratiqes ou réformistes » (3).

A plus longue échéance, il leur appartient de construire le mouvement influent qui apportera le complément indispensable à la spontanéité des masses : l'idéologie libertaire. Toutefois il ne faut pas se dissimuler que le principal problème reste celui de la construction du socialisme dans un seul pays, problème particulièrement aigu lorsqu'il s'agit de pays de monocultures, incapables de vivre en autarcie. Aussi l'internationalisme, loin de n'être qu'un beau principe moral, est-il plus que jamais une nécessité absolue, aussi bien dans la phase de lutte qu'en période post-révolutionnaire.

Yves DELAPORTE.

(1) Mouvement identique au MIR vénézuélien, caractérisé selon la revue « Partisans » par « sa confiance dans l'éveil des masses et dans le rôle des villages, et sa méfiance à l'égard de la bourgeoisie locale ».

(2) On peut remarquer à ce propos que la conscience politique des Indiens n'est pas si faible qu'on se

(*) Hélas! il sombra dans «l'impérialisme», avec ses amis Albert RICHARD et Gaspard BLANC, auteurs de: «L'empire et la France nouvelle: appel du peuple et de la jeunesse à la conscience française». (Note A.M.).

plait- souvent à le dire, puisque les 2 pays où ils sont les plus nombreux (Bolivie : 63 %; Pérou :

47 % de la population) sont parmi les plus combatifs du continent. Encore une légende qui s'en va...

(3) Tomas : L'Anarchisme et la Révolution (ML n° 120).

les mensonges et les iniquités de la morale religieuse, politique et juridique peu liés aux principes de la liberté, de la justice, de l'égalité et de la fraternité, ces fondements éternels de toute morale humaine ! Paris héroïque, rationnel et croyant, confirmant sa foi énergique dans les destinées de l'humanité par sa chute glorieuse, par sa mort et la léguant beaucoup plus énergique et vivante aux générations à venir ! Paris noyé dans le sang de ses enfants les plus généreux, c'est l'humanité crucifiée par la réaction internationale et coalisée de l'Europe, sous l'inspiration immédiate de toutes les églises chrétiennes et du grand prêtre de l'iniquité, le pape mais la prochaine révolution internationale « solidaire des peuples » sera la résurrection de Paris.

Tel est le vrai sens, et telles sont les conséquences bienfaisantes et Immenses des deux mois d'existence et de la chute à jamais mémorable de la Commune de Paris.

La Commune de Paris a duré trop peu de temps, et elle a été empêchée dans son développement intérieur par la lutte mortelle qu'elle a dû soutenir contre la réaction de Versailles, pour qu'elle ait pu, je ne dis pas même appliquer mais, élaborer théoriquement son programme socialiste.

Je sais que Beaucoup de socialistes très conséquents dans leur théorie, reprochent à nos amis de Paris de ne s'être pas montrés suffisamment socialistes dans leur pratique révolutionnaire, tandis que tous les aboyeurs de la presse bourgeoise les accusent au contraire de n'avoir suivi avec trop fidèlement le programme du socialisme. Laissons les ignobles dénonciateurs de cette presse, pour le moment, de côté ! Je ferai observer aux théoriciens sévères de l'émancipation au prolétariat cruels sont injustes envers nos frères de Paris, car, entre les théories les plus justes et leur mise en pratique il y a une distance immense qu'on ne franchit pas en quelques jours. Quiconque a eu le bonheur de connaître Varlin, par exemple, pour ne nommer que celui dont la mort est certaine, sait combien en lui et en ses amis, les convictions socialistes ont été passionnées, réfléchies et profondes. C'étaient des hommes dont le zèle ardent, le dévouement et la bonne foi n'ont jamais pu être mis en doute par aucun de ceux qui les ont approchés. Mais précisément parce qu'ils étaient des hommes de bonne foi, ils étaient pleins de défiance en eux-mêmes en présence de l'œuvre immense à laquelle ils avaient voué leur pensée et leur vie : ils se comptaient pour si peu ! Ils avaient d'ailleurs cette conviction que dans la Révolution sociale, diamétralement opposée, dans ceci comme dans tout le reste, à la Révolution politique, l'action des individus était presque nulle et l'action

spontanée des masses devait être tout. Tout ce que les individus peuvent faire, c'est élaborer, éclaircir et propager les idées correspondantes à l'instinct populaire, et, de plus, c'est contribuer par leurs efforts incessants à l'organisation révolutionnaire de la puissance naturelle des masses, mais rien au-delà ; et tout le reste ne doit et ne peut se faire que par le peuple lui-même. Autrement on aboutirait à la dictature politique, c'est-à-dire à la reconstitution de l'Etat, des privilèges, des inégalités, de toutes les oppressions de l'Etat, et en arriverait, par une « voie détournée mais logique, au rétablissement de l'esclavage politique, social, économique des masses populaires.

Varlin et tous ses amis, comme tous les socialistes sincères, et en général comme tous les travailleurs nés et élevés dans le peuple, partageaient au plus haut degré cette prévention parfaitement légitime contre l'initiative continue des mêmes individus, contre la domination exercée par quelques individualités supérieures : et comme ils étaient justes avant tout, ils tournaient aussi bien cette prévoyance, cette défiance contre eux-mêmes que contre toutes les autres personnes.

Contrairement à cette pensée des communistes autoritaires, selon moi tout à fait erronée, qu'une Révolution sociale peut être décrétée et organisée, soit par une dictature, soit par une assemblée constituante issue d'une révolution politique, nos amis les socialistes de Paris, ont pensé qu'elle ne pouvait être faite ni amenée à son plein développement que par l'action spontanée et continue des masses, des groupes et des associations populaires.

Il est évident que la liberté ne sera rendue au monde humain, et que les intérêts réels de la Société, de tous les groupes, de toutes les organisations locales ainsi que de tous les individus qui forment la société ne pourront trouver de satisfaction réelle que quand il n'y aura plus d'Etat. Il est évident que tous les intérêts soi-disant généraux de la société que l'Etat est censé représenter et qui en réalité ne sont autre chose que la négation générale et constante des intérêts positifs des légions, des communes, des associations et du plus grand nombre des individus assujettis à l'Etat, constituent une abstraction, une fiction, un mensonge et que l'Etat est comme une vaste boucherie et comme un immense cimetière où, à l'ombre et sous le prétexte de cette abstraction, viennent généreusement, béatement se laisser immoler et ensevelir toutes les aspirations réelles, toutes les forces vives d'un pays ; et comme aucune abstraction n'existe jamais par elle-même ni pour elle-même, comme elle n'a ni jambes pour marcher, ni bras pour créer, ni estomac pour digérer, cette masse de victimes qu'on lui donne à dévorer, il est clair qu'aussi bien que l'abstraction religieuse ou céleste. Dieu, représente en réalité les

intérêts très positifs, très réels d'une caste privilégiée, le clergé — son complément terrestre, l'abstraction politique, l'Etat, représente les intérêts non moins positifs et réels de la classe aujourd'hui principalement sinon exclusivement exploitante et qui d'ailleurs tend à englober toutes les autres, la bourgeoisie. Et comme le clergé s'est toujours divisé et aujourd'hui tend à se diviser encore plus en une minorité très puissante et très riche et une majorité très subordonnée et passa bloement misérable, de même la bourgeoisie et ses diverses organisations sociales et politiques dans l'industrie, dans l'agriculture, dans la banque et dans le commerce, aussi bien que dans tous les fonctionnements administratifs, financiers, judiciaires, universitaires, policiers et militaires de l'Etat, tend à se souder chaque jour davantage en une oligarchie réellement dominante et une masse innombrable de créatures plus ou moins vaniteuses et plus ou moins déchues qui vivent dans une perpétuelle illusion, repoussées inévitablement et toujours davantage dans le prolétariat par une force irrésistible, celle du développement économique actuel, et réduites à servir d'instruments aveugles à cette oligarchie toute-puissante.

L'abolition de l'Eglise et de l'Etat doit être la condition première et indispensable de l'affranchissement réel de la société ; après quoi seulement elle peut et doit s'organiser d'une autre manière, mais non pas de haut en bas et d'après un plan idéal, rêvé par quelques sages ou savants, ou bien à force de décrets lancés par quelque force dictatoriale ou même par une assemblée nationale, élue par le suffrage universel. Un tel système, comme je l'ai déjà dit, mènerait inévitablement à la création d'un nouvel Etat, et conséquemment à la formation d'une aristocratie gouvernementale, c'est-à-dire, d'une classe entière de gens, n'ayant rien de commun avec la masse du peuple et, certes cette classe recommencerait à l'exploiter et à l'assujettir sous prétexte de bonheur commun ou pour sauver l'Etat'.

La future organisation sociale doit être faite seulement de bas en haut, par la libre association ou fédération des travailleurs, dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les régions, dans les nations et, finalement, dans une grande fédération internationale et universelle. C'est donc que se réalisera le vrai et vivifiant ordre de la liberté et du bonheur général, cet ordre, qui loin de renier affirme au contraire et met d'accord les intérêts des individus et de la société.

Michel BAKOUNINE.

(Extraits de • Ni Dieu ni Maître ■. Anthologie des textes anarchiste» par Daniel Guérin, 44 F. En vente à notre librairie Pulilico, 3, rue Ternaux, Paris 11r.

J

II

PIONNIERS DE L'ÉDUCATION LIBRE

L'ÉCOLE DE TOLSTOÏ <»>

LA RECHERCHE PÉDAGOGIQUE

C'est pendant sa seconde année de travail à l'école de Iasnaïa que Tolstoï ressent soudain le besoin aigu d'élargir ses connaissances théoriques et pratiques d'éducateur.

Obéissant à son caractère entier, il laisse tomber toute autre occupation pour arriver à ses fins : il confie l'école au 'i) a tondeur et entreprend un tour d'Europe, le second et le dernier de sa vie.

Il part d'abord en Allemagne visitant des établissements scolaires réputés à Berlin, Kissingen et Leipzig ce qui lui fait écrire : « J'ai visité les écoles. C'est affreux !, la prière pour le roi les coups ■ tout à cœur ; des enfants estropiés, étirés ! » Il y rencontre aussi le sociologue Julius Froebel qui lui expose 'es méthodes du jardin d'enfants, inventées par son-oncle Friedrich (1782-1852). Il passe ensuite en Suisse puis oblique vers le Midi de la France (son 1er Nicolas meurt en effet cette année-là à Hyères). Il visite en particulier les écoles populaires à Marseille puis se rend à Paris. Dans les premiers mois de 1861, le voilà à Londres épuisant les ressources du Kensington Muséum et visitant un grand nombre d'internats, grâce à l'aide de Matthew Arnold, le poète, qui exerce alors les fonctions d'inspecteur de l'enseignement. De là il se rend à Bruxelles, pour y discuter longuement avec Proudhon, qui y mène la vie de proscrit. Sur le chemin du retour il s'arrête de nouveau en Allemagne, à Weimar d'abord où Mina Schelhorn dirige les jardins d'enfants et qui l'aide et complète ses connaissances sur Froebel, à Gotha ensuite et à Berlin enfin où il rencontre le fils de Diesnerweg, « pédant froid » dira Tolstoï, mais qui dirigeait le séminaire de Berlin où il avait appliqué la méthode pestalozzienne de l'Anschauungsunterricht (6).

Certes, ces visites, ces contacts di-

rects, les ouvrages nombreux qu'il avait lus au cours de son voyage eurent une influence sur lui, mais cette influence fut loin d'être passive, Tolstoï était trop porté à la critique, à la contradiction pour accepter passivement les idées des autres, pour dire simplement « amen » à quoi que ce fût ! il reprocha en particulier à ses prédécesseurs leur pédantisme car la nouvelle « foi » tout aussi aveugle que l'ancienne ne faisait que créer un dogmatisme nouveau, non moins dangereux que l'ancien c'est ce qui le fit écrire dans ses « Articles Pédagogiques » :

« 11 surgit des milliers de théories, les plus diverses, les plus étranges, basées sur rien, comme celles de Rousseau, de Pestalozzi, de Froebel. » 1er vol. Sur l'Instruction publique ; ou encore :

« Les jardins d'enfants ; une des créations les plus monstrueuses de la nouvelle pédagogie. » 2' vol. Sur

l'instruction du peuple.

LE SYLLABAIRE DE TOLSTOI :

30 MILITONS D'EXEMPLAIRES 1

Ses élèves accueillent son retour comblés de joie et il se lance immédiatement dans le travail scolaire qu'il interrompt seulement son mariage en 1862. Plus tard, ses propres enfants prendront place sur les bancs de l'école de las-naïa-Poliana, qui restera ouverte pendant une trentaine d'années environ. Entre temps, une vingtaine d'écoles seront créées dans le district de Toula, à l'imitation de l'école mère.

Ce développement, amena Tolstoï à publier en 1872 la première édition de son Syllabaire. Sa deuxième édition remaniée paraît en 1880). Composée de quatre livres, ce syllabaire est une véritable SOMME de l'instruction primaire pratique : l'enfant y apprend de tout : écriture et lecture, calcul, éléments d'histoire naturelle et d'histoire humaine.

Bien qu'abondant en vues originales sur tel ou tel enseignement, c'est surtout sa gradation rationnelle qui en constitue sa portée, car Tolstoï professe toujours à l'égard des méthodes la même indifférence :

« Ce syllabaire a pour but de donner aux élèves, pour le prix le plus minime, la plus grande quantité de choses compréhensibles, disposées graduellement, depuis les plus simples et les plus faciles jusqu'aux plus compliquées, afin que cette gradation serve de moyen principal pour apprendre à lire et à écrire par n'importe quelle méthode (préface de la seconde édition) ».

C'est en arithmétique en particulier que Tolstoï a une idée originale. Il ne se contente pas d'enseigner l'écriture des nombres dans le système décimal, mais dans tous les systèmes, par exemple dans le système à base de 6, où le nombre 7, qui se compose d'une sixaine 4-1, s'écrit II, etc. Il faut voir en cela bien sur une manifestation de son esprit réaliste qui tient à ce que l'enfant ne soit pas dupe des conventions, et à ce qu'on ne les prenne pas pour des réalités. Or, le système décimal, comme tout système, est une convention, et une infinité d'autres conventions sont possibles.

Ce procédé, qui peut sembler compliquer les choses, présente au contraire de nombreux avantages en particulier pour l'étude des fractions. Les fractions décimales seront enseignées d'abord.

puis les fractions ordinaires seront expliquées comme étant le pendant, dans les autres systèmes, des fractions décimales dans le système décimal. Cet enseignement des fractions est tout à fait original et remarquable.

Une autre idée de Tolstoï consiste à employer les chiffres romains, ces nombres, dans leur composition étant plus près de la réalité. L'adjonction d'une unité est représentée par l'adjonction d'un bâton : cela est plus visuel, plus tangible, plus compréhensible pour l'en-

fant et Charles Baudouin (71) qui a expérimenté cette méthode écrit :

« Elle (la méthode) permet d'expliquer rationnellement à l'enfant les opérations alors qu'avec les chiffres arabes on doit se borner à lui enseigner une routine dont il ne peut pas comprendre le pourquoi. Elle développe en outre automatiquement le calcul mental parce que l'enfant voit les nombres décomposés. Ses avantages sont tout à fait surprenants. »

Le Syllabaire, on s'en doute, eut un succès extraordinaire, et du vivant de Tolstoï, malgré la malveillance du Gouvernement et les interdictions, un million et demi d'exemplaires avaient été répandus en Russie (et en servant à plus de sept millions d'enfants) plusieurs millions l'avaient utilisé.

16) La < Leçon d'intuition > dont Pestalozzi fut l'initiateur. Par des demandes et réponses organisées, l'enfant apprend à distinguer et à classer les objets familiers, et à leur occasion les concepts de rapport, depuis les plus concrets (haut et bas, rond et carré, plein et creux) jusqu'aux plus abstraits (possibilité d'existence). Pestalozzi (1781-1842) par son zèle de disciple fit célébrer, vingt ans après la mort de Pestalozzi, l'anniversaire de celui-ci dans 59 villes de Suisse et d'Allemagne.

(7) Charles Baudouin, chargé de cours à la Faculté de lettres de Genève, était professeur de l'Institut J.-J. Rousseau. On lui doit, outre l'ouvrage de Tolstoï, une importante étude sur « Suggestion et Autosuggestion ». ainsi que d'autres ouvrages de grande valeur.

René BSAMCO

Pour un Premier Mai

à la fois classique et moderne

Lorsqu'il feuilletait le grand livre, encore incomplet et mal rédigé, où s'inscrit la peine des hommes, le lecteur butte sur une date qui revient inlassablement avec son cortège de douleurs, de tumulte, de violence et de sang. Cette date c'est le Premier Mai. Ce jour-là, le travail s'arrête, les ouvriers se rassemblent, crient leur colère, leur crainte, leur espoir.

Méfions-nous cependant des symboles, les hommes ne sont pas toujours au rendez-vous qu'on leur donne. On a connu des Premiers Mails dans la tradition avec leur long cortège de manifestants dominé par une forêt de drapeaux. On a connu des Premiers Mails où la colère déchaînée au paroxysme éclatait sur la ville, vidant la rue des bourgeois apeurés, la remplissait de flics. Mais on a également connu de nombreux Premiers Mails qui firent mentir la légende. Si à son origine le Premier Mail est révolté la révolte ne s'inscrit pas dans un cycle qui réapparaît périodiquement mais dans une situation économique dramatisée par les oppositions de

classes et que l'organisation syndicale si elle est révolutionnaire exploite La bourgeoisie ne s'y est d'ailleurs pas trompée. En officialisant le Premier Mai, en lui retirant son caractère spontané, en lui conférant cette distinction réservée aux grandes fêtes religieuses ou républicaines, en en faisant une journée comptable à Pâques ou au 14 Juillet, elle l'a désamorcé, puis elle l'a poussé vers le rituel avant d'en faire une de ces multiples pauses que s'octroie la société moderne.

Lien sûr a l'origine du Premier Mai il y a Chicago où des hommes sont morts pour que d'autres vivent mieux. Bien sûr on relève à son florilège des noms de villes Clichy, Fourmies, Courrières qui restent comme des plaies sanglantes ouvertes au flanc d'un prolétariat qui n'a pas encore entendu sonner l'heure de la revanche. Bien sûr on s'est battu dans les jours de faste, on a jeûné sur l'herbe humide les jours de lassitude, mais le Premier Mai ce n'est pas seulement la lutte violente où le Printemps qui fait éclater les pousses. Le Premier Mai c'est la journée de huit heures.

LES HUIT HEURES

Les huit heures ! Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis qu'à l'occasion du Premier Mai, les travailleurs inscrivirent la revendication des huit heures sur leurs cahiers de doléances. Un demi-siècle, et pourtant, aujourd'hui encore sur ce même cahier, on retrouve inscrit la journée de huit heures ou plutôt, on se veut moderne, la semaine de quarante heures. Cette simple constatation est suffisante pour souligner son importance décisive. Et c'est justement cette revendication qui donne à nos Premiers Mails d'aujourd'hui leur signification réelle. Les travailleurs se sont battus pour l'arracher et parfois le patronat a dû céder. Pas pour longtemps, car il a suffi que l'organisation ouvrière desserre un peu son étreinte, que les ouvriers prêtent une oreille complaisante aux propos habituels sur l'union de tous les Français, sur la défense de la patrie pour que les classes dirigeantes remettent en question la journée de huit heures.

Les vieux militants ont justifié la plus vieille et la plus classique des revendications ouvrières par une formule. Huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de loisirs ou plutôt huit heures réservées à la vie intérieure propre avec tout ce que cela

comporte de temps à consacrer à sa famille ou à ses amis, à sa culture ou plus simplement à sa paresse. Cette formule reste toujours valable. Aujourd'hui, cependant, un élément nouveau vient s'ajouter aux trois éléments qui alors constituaient la journée d'un homme réduit à vendre, sa force de travail à un employeur. Cet élément qui n'est ni le sommeil, ni le loisir, ni le travail, mais qui doit obligatoirement empiéter sur l'un de ces derniers, est le temps passé pour aller à son travail. Ce temps est un temps social qui doit être incorporé à la première journée de travail.

Dans des formules plus que dans la réalité, le patronat et l'Etat affectent de considérer les travailleurs comme des collaborateurs intéressés à la bonne marche de l'entreprise, bien commun qui garantit à chacun une existence acceptable. Cela peut se discuter et effectivement nous discutons cette affirmation qui est camouflée derrière des formules creuses telles que « l'association capital-travail » ou « l'intéressement aux investissements ». Mais si, de l'époque à nous, il y a trois quarts de siècle, l'employé est passé au rang de collaborateur indispensable à la prospérité de l'entreprise, il est normal que l'entreprise prenne à sa charge tous les frais généraux qui permettent à ce collaborateur d'être à pied d'œuvre, comme elle prend à sa charge, en dehors du salaire qu'elle lui donne, tous les frais généraux et de représentation qui permettent au directeur d'assurer son travail dans les meilleures conditions possibles.

Dans une grande ville comme Paris, le temps consacré au transport est en moyenne d'une heure et demie. Il faut faire entrer ce temps dans la journée de travail et il faut profiter du Premier Mai pour joindre cette revendication aux cahiers qui seront par la suite présentés à nos employeurs.

LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

La journée de huit heures, cette vieille revendication syndicale n'est appliquée que dans quelques administrations, dans l'industrie du livre et, plus rarement chez les techniciens et les employés de bureau de l'industrie privée. Il existe bien un texte voté en 1936 par la Chambre du Front Populaire dans l'euphorie par les uns et sous la contrainte, par les autres. Mais après avoir fait un instant figure de règlement définitif, de multiples dérogations l'ont remis en question. Du texte initial imposé par les travailleurs occupant leurs usines, il n'est resté qu'une loi majorant les heures supplémentaires au-dessus de 45 heures et il faut bien le constater ce qui, à l'origine pouvait paraître comme une exception, est devenu une règle en particulier dans la métallurgie et le bâtiment.

Une des revendications essentielles du Premier Mai qui conditionne les huit heures, c'est la suppression des heures supplémentaires, les syndicats disent sans diminution de salaire et il ont raison. Quelqu'un a écrit dans notre journal, il y a bien des années que le travail aux pièces était la revanche de la brute sur l'homme, on peut aussi bien dire aujourd'hui, que les heures supplémentaires sont l'élément régulateur qui permet au patron dans son entreprise de maintenir des bas salaires, de créer entre les salariés des divisions qui lui permettent d'affirmer son autorité.

Même lorsque les travailleurs ont été assez

forts, après avoir occupé les usines pour imposer la semaine de quarante heures pendant une période d'ailleurs très courte, des dérogations ont permis que se continue le principe des heures supplémentaires

qui, après avoir été l'exception est devenu la règle. Alors les « conditions étaient remplies pour que les horaires de travail soient relevés. Les deux revendications sont étroitement liées. Il faut exiger le retour aux huit heures avec l'inclusion dans les huit heures d'une fraction du transport, il faut refuser les heures supplémentaires même avec des majorations de salaire et le Premier Mai est justement par sa périodicité le jour où doivent être déposées ces deux revendications qui sont certes dans la tradition, mais qui, par le contenu que je me suis efforcé à leur donner auront un caractère populaire et moderne.

Le lecteur aura remarqué qu'à l'occasion de ce Premier Mai dont les origines révolutionnaires sont certaines, j'ai proprement parlé ici, de deux revendications syndicales. Pourquoi ?

Eh bien, il faut le dire clairement, les transformations profondes d'une société comme la nôtre ne se décrètent pas à temps et dans le Premier Mai nous ne trouvons plus, que ce que notre histoire y apporte. Certes, nous eûmes des Premiers Mai d'émeutes. Ils furent rares. Localisés dans un pays et non pas à l'échelle internationale comme c'était leur ambition initiale et bien plus souvent encore localisés dans une région. Et c'est justement le Premier Mai de 1906 qui a démontré le plus éloquemment la portée exacte d'une date qui, comme toutes les dates qui commémorent un événement, perdent avec le recul du temps tout leur dynamisme émotionnel. Le Premier Mai 1906, le prolétariat fourbissait ses armes, le bourgeois se calfeutrait, le ministère faisait venir la troupe. Or, il ne se passa rien ou tout du moins rien de ce qu'attendait avec crainte ou avec espoir toute la population à quelque classe qu'elle appartienne.

Un certain nombre de clercs qui ont encore la moustache courte parlent volontiers de rénovation du mouvement ouvrier, eh bien le véritable modernisme, c'est justement d'apprécier les situations non pas à travers des mythes, mais à travers les réalités.

Le Premier Mai est devenu une fête officielle et peu d'ouvriers à l'heure présente voudraient sacrifier un « pont » pour pointer à la permanence ou pour manifester l'après-midi devant la Bourse du Travail (il est vrai que cette année, le Premier Mai étant un dimanche, (es gars risquent d'être plus nombreux). Faire cette constatation est-ce être plus ou moins révolutionnaire que nous le fûmes ? C'est être sérieux ! Les colères ne se décrètent pas. On les saisit lorsqu'elles roulent au creux de la foule, la soulèvent et la jettent dans le combat. Et ces colères ne choisissent pas un jour consacré.

Conservons donc au Premier Mai sa fonction initiale solidement assise sur une tradition ancrée dans les faits par un demi-siècle de lutte : la diminution de la journée de travail. Donnons à cette revendication un contenu en rapport avec les préoccupations qui agitent le monde du travail.

Et il n'est pas de préoccupations plus importantes pour un travailleur que les heures qu'il passe dans le métro, dans l'autobus, dans le train, avant et après sa journée de travail.

Maurice JOYFUX.

J
